

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 21/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FLINT Group France**

ZI

60840 Breuil-Le-Sec

Références : IC-R/436/25-TH/SL  
Code AIOT : 0005103657

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement FLINT Group France implanté Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLINT Group France
- Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec
- Code AIOT : 0005103657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FLINT Group France exploite sur la plate-forme chimique de Breuil-le-Sec des installations de fabrication d'encre liquide pour emballages. La société appartient pour moitié à Goldman Sachs et pour l'autre à Koch Industries. Flint fabrique environ 1200 produits et utilise près de 700 matières premières. Le fonctionnement de ces installations est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 octobre 2010, du 12 juillet 2018 et du 8 septembre 2022.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Diffusion de l'information	Règlement européen du 18/12/2006, article 34	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fourniture d'une FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
2	Langue de la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
3	Rubriques FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Mise à jour et diffusion des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.8 et 31.9	Sans objet
6	Accès des travailleurs aux informations	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
7	FDS prescriptive	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
8	Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
9	Notification d'utilisation d'une substance soumise à autorisation	Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation du site Flint Group au regard de la réglementation Reach sur la gestion des produits

chimiques a été constatée comme conforme sur la quasi-totalité des points de contrôle. Des précisions sont cependant attendues de la part de l'exploitant concernant l'utilisation des RIA lors des périodes d'utilisation de la substance BYK330 et concernant la méthodologie de prévention des fournisseurs lorsque des erreurs sont détectées sur une fiche de données de sécurité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fourniture d'une FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:  a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) no 1272/2008, ou  b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII; ou  c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).
<b>Constats :</b>  D'après les déclarations de l'exploitant, toutes les substances / mélanges fabriqués sur site font l'objet d'une Fiche de Données de Sécurité (FDS) transmise au client.  Concrètement, les informations physico-chimiques des différentes substances sont stockées au sein de la base de données Atrion. Cette base de données est liée au logiciel de suivi des stocks SAP. Lorsqu'une substance / un mélange fait l'objet d'une commande client, la fiche de données de sécurité est automatiquement générée à partir des informations d'Atrion et envoyée électroniquement au client concerné.  Concernant les matières premières acquises auprès d'un fournisseur externe, les FDS obtenues auprès des fournisseurs sont stockées au sein de la base de données GRMC qui permet d'assurer le suivi des documents réglementaires afférents aux différentes substances présentes sur site. Un inventaire complet a été réalisé par l'exploitant courant 2024 afin de s'assurer de la présence d'une FDS pour chacune des substances présente sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Langue de la FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les matières premières acquises auprès de fournisseurs externes, l'exploitant sollicite systématiquement une fiche de données de sécurité en français. Cela constitue un critère de sélection de leurs fournisseurs.</p> <p>Concernant les substances et mélanges vendues par l'exploitant auprès de clients externes, lors de la génération de la FDS, l'exploitant a la possibilité de sélectionner la langue officielle du pays du client concerné parmi 45 langues disponibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Rubriques FDS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise ;</li> <li>2) identification des dangers ;</li> <li>3) composition/informations sur les composants ;</li> <li>4) premiers secours ;</li> <li>5) mesures de lutte contre l'incendie ;</li> <li>6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;</li> <li>7) manipulation et stockage ;</li> <li>8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;</li> <li>9) propriétés physiques et chimiques ;</li> <li>10) stabilité et réactivité ;</li> <li>11) informations toxicologiques ;</li> <li>12) informations écologiques ;</li> </ol>

<p>13) considérations relatives à l'élimination ;</p> <p>14) informations relatives au transport ;</p> <p>15) informations relatives à la réglementation ;</p> <p>16) autres informations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cette prescription a été contrôlée par échantillonnage sur 2 substances :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le BYK-330, FDS v10.0 en date du 21/11/2022 éditée par la société BYK ;</li> <li>• le MatrixCode Star NC Extender 771H, FDS v5.01 en date du 07/10/2025 éditée par la société Flint Group</li> </ul> <p>Les deux FDS des substances contrôlées comportaient les 16 rubriques prévues par la réglementation et le contenu de chacune de ces rubriques était en adéquation avec les attendus de l'article 31.6 du règlement Reach 1907/2006.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Mise à jour et diffusion des FDS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.8 et 31.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.</p> <p>9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes:</p> <p>a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles;</p> <p>b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée;</p> <p>c) une fois qu'une restriction a été imposée.</p> <p>La nouvelle version datée des informations, identifiée comme «révision: (date)», est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou le mélange au cours des douze mois précédents. Toute mise à jour après l'enregistrement comporte le numéro d'enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les FDS renseignées par Flint Group concernant des substances / mélanges fabriqués sur site, les FDS sont envoyées gratuitement par courrier électronique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la commande ;</li> <li>• sur demande du client ;</li> </ul>

- lors de chaque modification de la FDS aux clients des 12 derniers mois.

Ces envois sont gérés automatiquement à partir des commandes enregistrées dans SAP et lors de chaque modification des informations enregistrées au sein de la base de données GRMC.

Concernant les FDS fournies à l'exploitant par leurs différents fournisseurs, l'exploitant a réalisé un inventaire complet en 2024 afin de s'assurer de disposer de la dernière version de la FDS pour chacune des substances présentes sur site. Pour cela, afin de détecter si chaque FDS était ou non la dernière version à jour, il s'est appuyé sur une information réglementaire devant figurer au sein de la section 12.6 de chaque FDS à compter du début de l'année 2024 et a sollicité les mises à jours de FDS pour celles qui ne comportaient pas ladite information.

Pour l'immense majorité des substances présentes sur site, au moins une commande annuelle est réalisée, permettant de s'assurer régulièrement de disposer de la dernière version de la FDS de chaque substance. Une attention particulière est à apporter par l'exploitant aux quelques substances qui ne sont pas commandées chaque année, afin de s'assurer régulièrement de disposer de la version à jour du document.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Diffusion de l'information

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 34

**Thème(s) :** Produits chimiques, REACH

##### **Prescription contrôlée :**

Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement d'une substance ou d'un mélange communique les informations suivantes à l'acteur ou au distributeur situé immédiatement en amont dans la chaîne d'approvisionnement:

- a) des informations nouvelles sur les propriétés dangereuses, quelles que soient les utilisations concernées;
- b) toute autre information qui pourrait mettre en doute le caractère approprié des mesures de gestion des risques identifiées dans une fiche de données de sécurité qui leur aurait été fournie; ces informations ne sont communiquées que pour des utilisations identifiées.

Les distributeurs transmettent ces informations à l'acteur ou au distributeur situé immédiatement en amont dans la chaîne d'approvisionnement.

##### **Constats :**

D'après les déclarations de l'exploitant, ce cas n'a jamais été rencontré sur le site de Clermont, ou sur les autres sites à leur connaissance. Rien ne serait cependant prévu au sein de leurs procédures internes afin de déterminer la marche à suivre pour la transmission d'informations au fournisseur en cas d'occurrence d'un des cas prévus par l'article 34 du règlement Reach 1907/2006.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de détailler la méthodologie à suivre pour transmettre les informations à leur fournisseur dans l'hypothèse où ils seraient confrontés à des informations manquantes ou erronées au sein d'une FDS concernant l'utilisation de la substance ou les mesures de maîtrise des risques prévues.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Accès des travailleurs aux informations

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des opérateurs travaillant sur les lignes de production a accès au logiciel SAP et à la base de données GRMC sur lesquels sont stockées soit les FDS pour chaque substance "matière première", soit les informations de la FDS pour les produits finis fabriqués sur site.  D'autre part, l'exploitant a mis en place des formations internes aux risques chimiques pour l'ensemble de ses opérateurs afin de les former à la lecture des FDS, aux étiquetages, aux pictogrammes de danger, aux mesures de maîtrise des risques, aux EPI, etc.  Enfin, les FDS au format papier sont mises à disposition dans des classeurs rangés dans la salle de contrôle. Cette salle est accessible en permanence. La présence de la FDS du BYK330 dans ces classeurs a été contrôlée par l'inspecteur en charge de la visite : elle était bien présente, dans la même version que le document numérique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : FDS prescriptive

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b>  5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises;



b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique;  
c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

#### **Constats :**

Concernant l'utilisation de la substance BYK 330, il a été contrôlé le respect des informations suivantes contenues dans la FDS :

- Point 1.2 : Cette substance est prévue d'être utilisée en tant qu'additif de surface. L'exploitant utilise bien la substance concernée dans ce cadre ;
- Point 5.1 : Les moyens d'extinction appropriés sont la mousse résistant à l'alcool, le dioxyde de carbone et la poudre chimique sèche. Les jets d'eau à grand débit sont inappropriés. Il a été constaté la présence sur site, à proximité du lieu d'utilisation du BYK330, de deux extincteurs à poudre sèche, d'un RIA et d'un réseau de sprinklage. Il serait opportun de préciser au sein des procédures d'utilisation des agents extincteurs que le RIA ne doit pas être utilisé en direction du poste où du BYK 330 est utilisé ;
- Point 6.2 : Le produit ne doit pas être répandu dans les égouts. L'ensemble de l'atelier où est utilisé le BYK330 est placé sur rétention ;
- Point 6.3 : En cas de déversement accidentel, la substance doit être contenue et collectée à l'aide d'un matériau absorbant non-combustible. L'inspection a pu constater sur site la présence de sable absorbant à proximité du poste d'utilisation de la substance. Ce sable est ensuite éliminé en tant que déchet dans les filières adaptées ;
- Point 7.2 : La substance doit être stockée dans un récipient stocké verticalement, dans un endroit sec et bien aéré. Il a été constaté que la substance était stockée dans des bidons verticaux et l'atelier d'utilisation fait l'objet d'un renouvellement automatique de l'air, à raison de 6 volumes par heure ;
- Point 8.2 : Les intervenants doivent porter des lunettes de sécurité à protection intégrale et un flacon de rinçage oculaire avec de l'eau pure doit être mis à disposition. Il a été constaté la présence de lave-oeil à plusieurs endroits de l'atelier, ainsi que la présence d'affichage précisant l'obligation du port des lunettes de sécurité dans le local. D'autre part, lors de la visite, l'exploitant a rappelé oralement au service d'inspection les EPI nécessaires pour l'accès à la zone d'utilisation de la substance ;
- Point 10.5 : La substance ne doit pas être stockée à proximité d'oxydants forts. D'après les déclarations de l'exploitant, aucun oxydant fort n'est stocké sur site ;
- Point 13.1 : Les fûts vides ne doivent pas être réutilisés. D'après les déclarations de l'exploitant, les récipients sont traités comme des déchets et éliminés dans les filières adéquates.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser les règles d'intervention permettant de garantir l'absence d'utilisation du RIA sur la substance BYK330.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Etiquetage**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 16/12/2008, article 17

**Thème(s) :** Produits chimiques, CLP

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <p>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.</p> <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p> <p>Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté, sur l'étiquette de la substance MatrixCode Star NC Extender 771H, la présence de l'ensemble des informations obligatoires précisées dans l'article 17 du règlement 1272/2008 du 16/12/2008 dit règlement CLP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Notification d'utilisation d'une substance soumise à autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les déclarations de l'exploitant et la consultation de l'inventaire des produits chimiques du site fourni en amont de la visite d'inspection, l'exploitant n'utilise aucune substance classée à l'annexe XIV du règlement Reach.</p>

